

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle risques accidentels

Saint Barthélemy d'Anjou, le 07/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



ALLOGA FRANCE SA

ZA des Mulottières
49140 SEICHES SUR LE LOIR

Références : [2022-064_INSP_ALLOGA France – Seiches sur Loir_RAP](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2022 dans l'établissement ALLOGA FRANCE SA implanté ZA des Mulottières 49140 SEICHES SUR LE LOIR. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

S'agissant d'un PMI7, la visite intervient dans le cadre du PPC, et dans le cadre de l'instruction de la déclaration de modification des conditions d'exploiter.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALLOGA FRANCE SA
- ZA des Mulottières 49140 SEICHES SUR LE LOIR
- Code AIOT dans GUN : 0006302413
- Régime : [E](#)
- Statut Seveso : [Non](#)
- [Non IED](#)

L'AIOT est un entrepôt logistique, avec un bâtiment scindé en 5 cellules, dont 3 réservées au stockage de matières dangereuses (aérosols, liquides inflammables et autres).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [protection incendie de la mezzanine](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dépassement en toiture	AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.3.2	/	Hauteur à justifier

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien du dispositif ESFR	AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.6	/	Formalisme de suivi
Contrôle de débit des poteaux externes	AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.6.	/	Non justifié
Contrôle de débit des poteaux incendie internes	AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.6.	/	Formalisme de suivi

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Séparation des bureaux	AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.3.1	/	
Réserve ESFR	AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.6	/	
Bâche incendie 240 m3	AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.6.	/	
Plancher mezzanine	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 4	/	
Cellules dangereuses	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 8	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mezzanine, objet de la visite, existante dans une cellule de stockage dédiée aux marchandises répertoriées sous la rubrique 4510, est dédiée aux opérations de préparations de commandes. L'exploitant s'est engagé à respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, notamment en créant un deuxième escalier d'accès pour respecter les distances, en cas d'évacuation (< 25 mètres dans allée dormant cul de sac). Elle est protégée par un réseau de type ESFR. L'exploitant a communiqué un justificatif pour la tenue au feu du plancher de la mezzanine.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Séparation des bureaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.3.1
Prescription contrôlée : Les bureaux et locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 m des cellules de stockages, ou isolés des cellules de stockage par une paroi, un plafond et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous coupe-feu de degré deux heures, sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.
Constats : La mezzanine existante au niveau de la cellule 3c de stockage des matières dangereuses, est implantée au niveau de la zone de préparation. Elle n'est pas destinée au stockage. Le pétitionnaire envisage de l'utiliser comme zone de préparation. Elle est à considérer comme bureau de quai.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dépassement en toiture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.3.2
Prescription contrôlée : les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.
Constats : Les cellules 3a, 3b et 3c sont séparées les unes des autres par un mur coupe-feu dépassant en toiture. La hauteur d'un mètre au dessus de la couverture est à justifier pour l'ensemble des dépassements en toiture.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Entretien du dispositif ESFR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.6
Prescription contrôlée : Un système d'extinction automatique adapté aux risques est mis en place dans l'ensemble des bâtiments. Ce système est dimensionné, conçu, exploité et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.
Constats : La mezzanine est protégée par un système d'extinction automatique de type ESFR. A noter, ce système ESFR est également présent en-dessous de la mezzanine, et assure la protection de la cellule 3c. Le dernier rapport de contrôle du système ESFR du 21/10/2021 a été consulté en salle. Celui-ci fait état d'observations ou améliorations proposées (9). L'exploitant a communiqué le rapport de contrôle annuel du 02/12/2021, pour justifier des actions prises. Le rapport de contrôle du 21/10/2021 n'est pas annoté pour justifier, et ceci pour chacune des observations, des suites apportées, en précisant le nom du responsable, la date d'action corrective et la nature de l'action corrective. Un test de déclenchement du groupe motopompe (réseau ESFR) a été réalisé, en vue de vérifier l'asservissement automatique à la fermeture de la vanne d'isolement : test concluant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Réserve ESFR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.6
Prescription contrôlée : La réserve en eau nécessaire au fonctionnement de ces dispositifs est constituée d'une cuve de 600 m ³
Constats : La visite a permis de visualiser la cuve de 600 m ³ , connexe au local abritant le groupe motopompe.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Contrôle de débit des poteaux incendie externes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.6.
Prescription contrôlée : deux poteaux incendie externes au site, implantés à moins de 200 m au Sud de l'établissement et alimentés par le réseau d'alimentation d'eau public. Ils sont au moins capables de fournir un débit simultané de 160 m ³ /h sous une pression dynamique de 1 bar.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit des 2 poteaux incendie externes, en fonctionnement simultané, malgré des demandes faites auprès du gestionnaire de réseau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Contrôle de débit des poteaux incendie internes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.6.
Prescription contrôlée : cinq poteaux incendie privés, implantés sur le site en périphérie Nord de l'entrepôt et au Sud et à l'Est de l'extension et alimenté par le réseau d'alimentation d'eau public. Les poteaux incendie doivent être en mesure de fournir un débit unitaire minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.
Constats : L'exploitant a communiqué le rapport de contrôle de débit des 5 poteaux incendie, daté du 20 décembre 2021. Le débit instantané de chaque poteau est au moins égal à 80 m ³ /h rapporté à 1 bar de pression. Le rapport identifie pour le poteau n°3 un point indiqué "mauvais" pour la ligne relative à la vanne de barrage à moins de 7 mètres. L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer cette anomalie, ni de justifier l'action corrective.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Bâche incendie 240 m³

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2019, article 2.6.
Prescription contrôlée : une réserve d'eau de 240 m ³ au moins, implantée au Nord de l'extension,
Constats : Une réserve incendie souple, d'une capacité de 240 m ³ , est implantée à proximité de l'extension.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plancher mezzanine

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 4
Prescription contrôlée : si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.
Constats : La mezzanine est caractérisée par un plancher en béton. L'exploitant a transmis le DOE du plancher HT RDC du 26/03/2020, pour justifier de la tenue au feu de 2 heures.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Cellules dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 8
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p>
<p>Constats : La cellule de stockage de matières dangereuses référencée 3c comporte une mezzanine, sur sa face quais de chargement. La mezzanine est existante depuis l'extension qui a fait l'objet d'un arrêté complémentaire en date du 17/06/2019.</p> <p>Le dossier préalable à l'arrêté complémentaire vise cette mezzanine explicitement. L'arrêté vise le dossier dans les Vus et attendus. Dès lors, la mezzanine est considérée officiellement comme existante.</p> <p>La mezzanine n'est pas mise en œuvre, le jour de la visite. L'exploitant envisage de l'utiliser comme une zone de préparation de commandes. Ce point fait l'objet de prescriptions adaptées dans le projet d'arrêté, proposé à la signature du préfet, suite au dossier de modification des conditions d'exploiter de décembre 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite